

Les Echos

Le Quotidien de l'Économie

Vendredi 2 Octobre 2009

Collectivités locales

La majorité soulagée par l'arbitrage de Matignon

Silence et soulagement dans les rangs de l'UMP après la passe d'armes entre le Premier ministre et son secrétaire d'Etat.

Après la tempête provoquée par la mise sur la place publique de désaccords profonds entre Christian Blanc et François Fillon sur le projet Grand Paris, dont la mouture voulue par le Premier ministre était examinée hier par le Conseil d'Etat, place au silence dans les rangs de la majorité présidentielle. Histoire de minimiser l'affaire et de ne pas donner davantage d'arguments à l'opposition pour critiquer ce projet porté par le président de la République. Mais peut-être aussi méconnaissance du texte et des points précis du désaccord que personne ne pouvait détailler hier.

Car l'art du secret cultivé par Christian Blanc lui vaut beaucoup d'inimitiés, jusque dans la majorité, où certains semblaient hier soulagés d'avoir vu le Premier ministre reprendre en main le dossier. A l'image de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Valérie Pécresse, chef de file de l'UMP pour les régionales en Ile-de-France, qui dès mercredi soir, s'est félicitée « du nouvel équilibre décidé par le Premier ministre » qui permet « d'avancer dans la mise en oeuvre de ce projet ambitieux dont la

région a tant besoin et aussi d'y associer pleinement les collectivités locales ». Principe qui avait pourtant été acté par Christian Blanc dès la semaine dernière selon un témoin direct.

Vision très jacobine

Toujours à l'UMP, les langues se délient et critiquent, sous couvert d'anonymat, le travail solitaire du secrétaire d'Etat chargé du Développement de la région-capitale, qui rencontrait certains élus mais sans jamais, selon eux, les associer pleinement au projet. « Christian Blanc a une vision très jacobine des choses, sauf que nous ne sommes plus dans les années 1960. Cela fait des mois que cette affaire montait, avec un agacement croissant au sein du gouvernement, chez Jean-Louis Borloo, puis à Matignon. François Fillon a perçu, avec un peu plus de sens politique, le risque de crispier tout le monde, à gauche mais aussi à droite, à quelques mois des régionales. Et on ne pouvait pas continuer à donner aussi facilement des arguments à nos adversaires », analyse un élu UMP francilien.

La lettre du secrétaire d'Etat suscite d'ailleurs une certaine incompréhension dans la majorité, où chacun sait que François Fillon n'aurait pas repris le dossier sans l'aval de l'Elysée. « Christian Blanc prépare très bien l'avenir, mais ne tient pas assez compte des préoccupations immédiates de ses interlocuteurs politiques », résume l'un des contributeurs majeurs au projet Grand Paris. Quant à Gilles Carrez, à qui il est revenu de tailler dans le projet transport du secrétaire d'Etat tout en faisant la part belle à ceux - complémentaires - de la région (lire ci-dessus), il a indiqué hier que leur seul désaccord portait sur le phasage des investissements. L'Elysée tranchera.

ISABELLE FICEK AVEC D. MA